

# Histoire locale et microhistoire : la confusion des genres

Autor(en): **Müller, Bertrand**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Revue historique vaudoise**

Band (Jahr): **121 (2013)**

PDF erstellt am: **17.07.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-847091>

## **Nutzungsbedingungen**

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

## **Haftungsausschluss**

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

**Bertrand Müller**

## **HISTOIRE LOCALE ET MICROHISTOIRE : LA CONFUSION DES GENRES**

L'expression d'histoire locale est ambiguë, elle désigne moins un objet, le local, la petite communauté, le village, qu'un genre, une certaine manière d'écrire l'histoire – la monographie locale – et une pratique – elle est généralement le produit d'historiens « amateurs » ou « indépendants ». En ce sens elle a souvent sinon toujours été considérée par les historiens « professionnels » comme un genre mineur, anecdotique et peu rigoureux ; une érudition locale opposée à l'histoire savante universitaire.

Cette frontière et ce clivage entre histoire locale, profane, et histoire générale, savante, créent l'illusion d'une différence épistémologique et d'un décalage méthodologique alors qu'il s'agit d'abord d'une différence sociologique mais aussi d'un enjeu idéologique. L'assimilation du local à la commune ou au village demeure également problématique car la notion renvoie moins à un lieu qu'à des configurations sociopolitiques et historiques assez différenciées. La commune est une entité administrative et politique ; le village une entité sociale et économique associée souvent à un mode de vie rural. D'autres notions, comme la paroisse, ajoutent encore à la délimitation topographique incertaine d'une entité rarement perçue comme un espace géographique. Enfin, une représentation idéalisée, souvent nostalgique et folklorisée, d'un mode de vie communautaire, représentation récurrente et parfois caricaturale a ordonné un style de récit du local : harmonie perdue entre terroir, paysage, communauté familiale et sociabilité villageoise faisant du local le point d'ancrage d'une résistance à la modernité.

Cette note n'aura pas de visée historiographique ni méthodologique. La richesse historiographique en particulier universitaire d'un genre profane atteste de l'intérêt paradoxal dont il n'a cessé de jouir auprès des savants même si cette attention s'est doublée souvent d'une condescendance méthodologique sur les bonnes et mauvaises façons de faire et d'écrire l'histoire locale.

Je souhaiterais limiter mon propos à quelques questions sur la problématique du local. Le local est une notion construite, complexe, produit de l'interconnexion d'enjeux

multiples (sociaux, politiques, économiques, culturels) qui se développent à des niveaux divers (national, général, global).

Je retiendrai principalement deux ensembles de questions qui articulent en premier lieu le local et le national, notions autour desquelles se sont joués notamment les rapports entre histoire profane locale et histoire savante nationale. En interrogeant, dans un deuxième temps, les rapports entre local et général, je reviendrai sur la confusion fréquente entre l'histoire locale et la microhistoire, entre genre monographique et échelle d'analyse.

L'histoire locale en effet n'a pas été une question de taille ou d'échelle d'analyse, mais un point de cristallisation d'un double enjeu politique et social: celui du développement de l'histoire-nation au XIX<sup>e</sup> siècle et celui de la résistance à la « modernité » portée notamment par les sciences, la révolution industrielle, l'urbanisation mais aussi d'une certaine manière par la démocratisation des sociétés modernes.

Ce sont évidemment de grosses questions que cette courte note ne peut qu'esquisser trop brièvement<sup>1</sup>.

#### « LA FABRIQUE DES VILLAGES »<sup>2</sup>

L'histoire locale est une invention du XIX<sup>e</sup> siècle qui a partie liée avec la naissance du libéralisme politique qui s'est développé en particulier contre l'étatisation de la nation. En France en particulier, à partir des années 1830, se développe une histoire locale qui n'est pas populaire mais écrite par des micro-élites locales qui ont trouvé refuge dans un passé patrimonialisé plus qu'historicisé. Cette rétraction sur le local a d'abord été une tentative de résistance et un refuge face aux nouvelles élites nationales et à une histoire savante consacrant l'avènement d'un nouvel ordre politique et social national. Dans ces élites locales se retrouve notamment la petite aristocratie seigneuriale et ecclésiastique d'Ancien Régime dépossédée de ses prérogatives locales (le château et l'église) et régionales (la province) par la Révolution et l'Empire au profit d'une construction

1 Je puise mes informations sur les monographies locales principalement dans deux ouvrages, Odile Parsis-Barubé, *La province antique: l'invention de l'histoire locale en France (1800-1870)*, Paris: Éditions du Comité des travaux historiques et scientifiques, 2011; François Ploux, *Une mémoire de papier: les historiens de village et le culte des petites patries rurales à l'époque contemporaine (1830-1930)*, Rennes: Presses universitaires de Rennes, 2011. Sur ce thème, pour le canton de Vaud, le travail essentiel de Gilbert Coutaz, « Panorama des monographies communales et régionales vaudoises: un premier bilan à l'occasion du bicentenaire du canton de Vaud », in *RHV*, 111, 2003, pp. 95-240, complété dans ce numéro. Je me permets aussi de rappeler mon article « Écrire l'histoire locale?: le genre monographique », in *Revue d'histoire des sciences humaines*, vol. 2, 2003 (N° 9), pp. 37-51.

2 J'emprunte la formule d'un des chapitres de François Ploux, *Une mémoire de papier...*, *op. cit.*

territoriale (le département) et de la centralisation de la nation. Le développement des recherches locales avait pris place d'abord dans le mouvement de statistique descriptive et d'inventaire du patrimoine monumental saisi au plus près du territoire; la localisation du patrimoine avait nourri l'ambition d'une cartographie nationale des monuments français.

La Suisse n'est pas en reste non plus dans ce mouvement; je cite à titre de nombreux exemples: à Fribourg, le capucin Apollinaire Dellion dirige la publication d'un *Dictionnaire historique et statistique des paroisses catholiques du canton de Fribourg*, précédé de nombreuses publications semblables, notamment le *Dictionnaire géographique et statistique de la Suisse* du Bâlois Markus Lutz, édité en français en 1836, réédité en 1861.

En France, la naissance de l'histoire locale semble correspondre précisément à ce moment de transition de l'histoire nationale qui redessine la cartographie sociopolitique d'Ancien Régime, elle s'est jouée dans l'articulation nouvelle des découpages des anciennes provinces et les nouveaux espaces de la France «révolutionnée». En Suisse également le local s'est inscrit dans une histoire analogue. De nombreux villages sont nés dans le cadre du développement de la seigneurie foncière, se sont structurés autour de quelques familles, au prestige parfois limité, qui se sont disputées et ont accaparé durablement le pouvoir local, rivalisant et reproduisant la culture citadine. La République helvétique a transformé le statut du village, il est devenu commune, traduction et adaptation locale d'une réalité politique et administrative qui se jouait à l'échelle nationale<sup>3</sup>.

Ainsi en Suisse aussi, la monographie locale s'est inscrite dans un même mouvement de «résistance» à la «nationalisation» de l'histoire. Si les auteurs de monographies sont aussi des amateurs éclairés, un certain nombre d'entre eux, comme l'a souligné G. Coutaz, «appartiennent à d'anciennes familles nobles qui recherchent dans les traces d'un passé révolu, d'autres proviennent des rangs frappés par la révolution radicale de 1845». Faut-il ne voir dans cet investissement du local qu'un loisir pratiqué par des personnes politiquement marginalisées, qui se retrouvent notamment au sein de la Société d'histoire de la Suisse romande?<sup>4</sup> N'y a-t-il pas là aussi des effets idéologiques «locaux»

3 Sur cette question, voir notamment la synthèse précise et utile d'Anne-Marie Dubler, «Village», in *DHS*, [[www.hls-dsh-dss.ch/textes/f/F7947.php](http://www.hls-dsh-dss.ch/textes/f/F7947.php)], consulté le 25 mai 2013. Voir aussi Ueli Gyr, «Les communes rurales et urbaines en tant qu'espace vital», in Paul Hugger (éd.), *Les Suisses: modes de vie, traditions, mentalités*, Lausanne: Payot, 1992, t. 2, pp. 685-705.

4 Gilbert Coutaz a noté également un grand nombre de pasteurs «la plupart sortant des rangs de l'Église libre», «Panorama des monographies communales et régionales vaudoises...», art. cit., pp. 131-132, voir également pp. 159 ss.

de la construction fédérale? La date de fondation de la Société, 1837, est à mettre en relation avec la Révolution de 1830 qui porte les libéraux au pouvoir dans le canton de Vaud et se retrouve ailleurs en Suisse.

En France, la Révolution a reconfiguré les divisions territoriales, mais elle a brisé également les modes locaux de sociabilité érudite en supprimant des académies et des sociétés littéraires et scientifiques<sup>5</sup>. Après la guerre de 1870 et l'instauration de la Troisième République, le local devient l'un des lieux d'investissement du patriotisme; il mobilise les instituteurs, agents républicains lancés à la reconquête des «petites patries» contre la défense des paroisses du petit clergé. Au niveau des instituteurs et des professeurs de collège se noue à nouveaux frais le lien avec les universitaires qui sollicitent ces relais locaux pour de nouveaux travaux, à l'exemple des monographies d'histoire locale sur le modèle des guides que publient les universitaires à leur intention, mais aussi collecte d'informations et de données au «ras du sol» pour des enquêtes diligentées également par les élites savantes.

Sous la Troisième République ce lien entre histoire universitaire et histoire locale investie par les instituteurs et les professeurs d'histoire de collège va se développer même de manière asymétrique, mais qui met en jeu ce que Paul Leuilliot, secrétaire des *Annales d'Histoire économique et sociale* a judicieusement appelé une «politique de l'histoire»<sup>6</sup>.

### **HISTOIRE LOCALE, SAVOIR LOCAL : LES ANCIENS ET LES MODERNES**

Tout au long du XIX<sup>e</sup> siècle, l'histoire locale est donc essentiellement l'expression d'un savoir local, produit par des élites érudites qui privilégient un regard patrimonial (antiquités) et généalogique (les familles). Comme l'écrit judicieusement Odile Parsis-Baribé, entre 1830 et 1948, la province antiquaire tente de résister à l'État historien<sup>7</sup>.

C'est autour des institutions parisiennes que s'est ordonnancé le développement d'une histoire «savante». Elle est devenue l'apanage d'historiens formés aux méthodes historiques de critique des sources qui bénéficiaient des ressources intellectuelles et matérielles des archives, des bibliothèques et des musées de la capitale. Cette historiographie nationale se professionnalise et se «professorialise» (les historiens formés à l'université deviennent essentiellement des professeurs d'histoire) et institue progressivement la méthode

5 Elles seront recomposées après 1795 mais soumises au «primat de l'utilité publique», se consacreront sur l'agriculture et le commerce au détriment de l'histoire et de l'archéologie.

6 Paul Leuilliot, «Histoire locale et politique de l'histoire», in *Annales. Économies, Sociétés, Civilisations*, 29, 1974, N° 1, pp. 139-150.

7 C'est le titre de l'un de ses chapitres, Odile Parsis-Baribé, *La province antiquaire...*, *op. cit.*

historique comme critère scientifique et moral. Cette historiographie de « professeurs » s'oppose à une historiographie provinciale dilettante qui se nourrit surtout des ressources intellectuelles des traditions érudites d'Ancien Régime. Traditions antiquaires, naturalistes, archéologiques qui vont écrire les pages nostalgiques de l'effacement d'un monde perdu en l'idéalisant sous les traits d'une érudition romantique.

Il faut cependant souligner le paradoxe de cette double naissance : histoire locale et nationale se développent de manière concomitante et le contraste des historiographies n'exclut pas les interactions. La révolution historiographique libérale mise en place par François Guizot et Augustin Thierry à partir de 1830 s'inscrit sous le signe d'une histoire de la civilisation française ; elle requiert une collecte systématique et exhaustive des archives de la Nation qui mobilisera les érudits locaux dans la quête des documents originaux et inédits<sup>8</sup>. Ces érudits pratiquent à leur manière l'excursion patrimoniale, la fouille archéologique et le travail sur archives en privilégiant les périodes anciennes, notamment le Moyen Âge, accumulant les traces et les vestiges parfois exotiques de l'improbable reliquaire d'un âge révolu dont la monographie locale devient le réceptacle. Symétriquement à la collecte des documents nationaux, elle enregistre les vestiges des monuments locaux.

Ainsi les contrastes entre le local et le national révèlent moins des oppositions intellectuelles ou méthodologiques qu'ils ne masquent des antagonismes également idéologiques.

Pendant toute la première partie du XIX<sup>e</sup> siècle, la monographie locale n'enregistre pas les effets locaux, positifs ou négatifs, des développements du national, elle se réfugie dans la patrimonialisation de l'ancien. Exacerbant la couleur locale, valorisant la tradition contre la modernité, l'histoire locale rejoue la querelle des anciens et des modernes, elle devient le lieu de réfraction des représentations de la modernité, d'une certaine modernité politique puis économique et sociale.

Après la révolution de Juillet, c'est l'État qui impose sa définition du « local » comme point de départ de la carte monumentale de la France. Dans ce dispositif, le national est la somme de toutes les histoires locales et non pas le témoignage de sa diversité, et le local devient un lieu de repli, un asile, mais aussi une ressource mobilisée pour tenter d'agir sur le pouvoir central.

Le savoir local s'inscrit à la fois dans le dépérissement des solidarités communautaires dont il ne cesse de célébrer les vertus en contribuant aussi à la reconstruction de

<sup>8</sup> Cf. *La Collection des documents inédits de l'histoire de France*, et le *Recueil des monuments inédits de l'histoire du Tiers-État* collectés entre 1839 et 1870.

nouvelles territorialités villageoises qui se développent au XIX<sup>e</sup> siècle dans une confrontation durable entre le local et le national, mais aussi dans la récurrence des affrontements intervillageois et des révoltes paysannes. Même si le village n'est pas un microcosme clos, il construit son identité sur le rapport au territoire, aux communautés familiales qui l'habitent et sur l'exclusion de l'étranger et l'hostilité à l'égard du village d'à côté.

Les évolutions des structures sociales, économiques et politiques de la nation ne cessent de reconfigurer les cadres de communautés villageoises qui se transforment considérablement non seulement dans le rapport à la nation, mais aussi avec la révolution industrielle, le développement des transports, du tourisme, de l'urbanisation, la désertification et la ruralisation des villages.

Mais ce n'est pas cette violence ni cette conflictualité qui sourdent au travers des XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles que relatent les monographies locales. C'est tout le contraire. Le récit met en scène un récit consensuel, une histoire qui fabrique du consensus: elle est une « fabrique du village », selon l'expression de F. Ploux, idéalisant les solidarités disparues, s'efforçant de recréer un sentiment d'appartenance. Elle fabrique une mémoire communautaire locale creusant sa différence avec la « communauté nationale imaginée » pour reprendre l'expression de Benedict Anderson que propose l'histoire-mémoire nationale<sup>9</sup>.

L'enregistrement de ces transformations profondes s'euphémise encore dans la « folklorisation » du local à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle. La prolifération du genre et sa valorisation systématique auprès des « arpenteurs des petites patries »<sup>10</sup> que sont devenus les instituteurs se mettent en scène avec l'organisation de concours de « monographie », en France vers 1900<sup>11</sup>.

En Suisse, le village devient objet d'expositions dans le cadre de l'Exposition nationale à Genève en 1896, l'année de la fondation de la Société suisse des Arts et traditions populaires. On retrouve le « village suisse » aux expositions nationales de Berne (1914), plus tard encore de Zurich (1939).

La monographie locale s'impose comme un genre et un style durable d'un récit éclaté, éparpillé en de multiples périodes et objets, dans une longue durée; éclectisme

<sup>9</sup> Voir notamment Benedict Anderson, *L'imaginaire national?: réflexions sur l'origine et l'essor du nationalisme*, Paris: La Découverte, 1996.

<sup>10</sup> Jean-François Chanet, *L'école républicaine et les petites patries*, Paris: Aubier Montaigne, 1996.

<sup>11</sup> Dans le canton de Vaud, le comité de la Société vaudoise d'histoire et d'archéologie a décidé d'ouvrir, avec moins de succès, un concours de monographies locales avec un prix, voir Gilbert Coutaz, « Panorama des monographies communales et régionales vaudoises... », art. cit., p. 100.

thématique créant une illusion historiographique destinée à signifier la permanence, à fonder la tradition, écrin d'un idéal communautaire fait de paix, de concorde et d'harmonie. Cette histoire intemporelle mais aussi « délocalisée » semble jouer dans ses répétitions monotones un refuge face aux transformations brutales du monde. Comment comprendre sinon son nouveau regain dans les dernières décennies du XX<sup>e</sup> siècle qui s'est doublé encore de nombreuses études ethnographiques et qui est attesté par un marché éditorial prolifique en France, en Suisse et ailleurs encore ?

L'histoire locale construit selon l'expression de l'ethnologue Daniel Fabre une « histoire à soi » : la référence au passé est une manière de rappeler les valeurs communautaires, de renouer le lien avec un lieu et une tradition, mais aussi de valoriser un rapport personnel et intime avec le passé : une histoire « à soi » qui est aussi une histoire « chez soi »<sup>12</sup>. Mais ce repli intime qui marque un nouvel « âge d'or » de la monographie locale correspond encore à l'interminable disparition d'un mode de vie traditionnel. Mais n'est-ce pas aussi la fin sinon du genre mais de sa représentation historique soumise désormais au regard ethnologique ?

#### **HISTOIRE LOCALE OU MICROHISTOIRE ?**

Le renouveau de l'histoire locale a coïncidé avec une crise de l'histoire ou plutôt une crise des paradigmes classiques de l'histoire universitaire. Cette crise multiforme a touché au moins deux dimensions qui nous importent ici. D'une part c'est le référent national de l'histoire qui est entré en crise. En France, l'un des aspects de cette crise a été l'entreprise des Lieux de mémoire de Pierre Nora, rééditée d'ailleurs dans d'autres contextes nationaux. On sait l'hypothèse générale de l'entreprise : « la disparition rapide de notre mémoire nationale m'avait semblé appeler un inventaire des lieux où elle s'est effectivement incarnée », mais au travers de cet inventaire, c'est bien le projet d'une histoire nationale qui était posé, notamment dans sa formulation territoriale : une construction nationale unitaire fondée sur la diversité des paysages et des lieux. Or, précisément, comme le note Thierry Gasnier, le « dogme fondamental de l'unité et de la diversité tend à devenir inactuel » et la « désagrégation du modèle national » redéfinit l'ensemble des perceptions territoriales y compris locales<sup>13</sup>. Plus d'histoire nationale mais des lieux de mémoire ! Cette référence mémorielle omniprésente marque également un passage de la nation historique à la nation mémorielle et signifie aussi

**12** Alban Bensa et Daniel Fabre (éds), *Une histoire à soi : figurations du passé et localités*, Paris : Éditions de la Maison des sciences de l'homme, 2001, notamment l'article de Daniel Fabre.

**13** Thierry Gasnier, « Le local », in Pierre Nora (éd.), *Les lieux de mémoire*, Paris : Gallimard, vol. 2, pp. 3423-3477.

une profonde transformation du fait national et du fait local. Mais aujourd'hui c'est en grande partie le national lui-même qui est « patrimonialisé » notamment par les grandes vagues commémoratives et non plus seulement le « local ».

Mais je voudrais m'attacher à un deuxième aspect de la crise qui en est d'ailleurs apparemment assez éloigné. Il concerne ce que d'aucuns ont appelé l'épuisement des modèles d'intelligibilité proposés par l'histoire savante, qui a été majoritairement au lendemain de la Deuxième Guerre une histoire économique et sociale fondée sur l'exploitation de sources sérielles privilégiant donc une approche macro-historique et quantitative de l'histoire. Il s'agit là certes d'une simplification outrancière, qui reprend d'ailleurs les arguments d'un certain nombre des propositions qui ont été formulées notamment par un groupe d'historiens italiens dont le plus célèbre mais pas le plus représentatif a été Carlo Ginzburg, qui a proposé un modèle non galiléen (non quantitatif) d'histoire indiciaria. Comme l'indique la formule, la microhistoire désigne bien la réduction de l'unité d'analyse – un petit lieu ou un individu – mais elle n'est ni une nouvelle formulation programmatique de l'histoire locale par l'histoire savante ni non plus un programme d'histoire biographique. La réduction est d'abord un « effet de focale » et finalement un « jeu d'échelle ». Pour en illustrer certains aspects distinctifs, je résume trois propositions différentes centrées sur un village.

À la différence de Carlo Ginzburg qui a concentré son analyse sur le cas « exceptionnel normal » du meunier Menocchio<sup>14</sup> qu'il a saisi à partir des deux procès en inquisition qui lui ont été intentés, son collègue Giovanni Levi a pris comme cadre un petit village italien de 200 habitants, village dans lequel eurent également lieu des procès en sorcellerie. Mais le livre de G. Levi ne s'arrête pas à une *Histoire d'un exorciste dans le Piémont du XVIII<sup>e</sup> siècle* tel que l'indique un peu trompeusement le sous-titre du livre<sup>15</sup>. Il est tout aussi bien une étude des stratégies familiales et individuelles saisies au travers de la reconstitution systématique des trajectoires individuelles des membres des familles dominantes du petit village de Santena<sup>16</sup>, et une étude des relations hiérarchiques et des formes du pouvoir dans une communauté traditionnelle et de la transmission de ce pouvoir qu'exprime le titre italien du livre *L'erredita immateriale*, ou encore une analyse des relations entre centre et périphérie, la capitale et une communauté locale à un moment de la construction centralisée de l'État moderne.

14 Carlo Ginzburg, *Le fromage et les vers. L'univers d'un meunier du XVI<sup>e</sup> siècle*, Paris : Flammarion, 1980.

15 Giovanni Levi, *Le pouvoir au village. Histoire d'un exorciste dans le Piémont du XVII<sup>e</sup> siècle*, Paris : Gallimard, 1989.

16 Ce qui représente plus de 32 000 fiches individuelles.

Le village ne sert que de cadre et non d'objet à l'analyse de G. Levi. L'approche micro-historique introduit une dimension expérimentale dans le champ historiographique : en jouant des échelles, l'historien se donne la possibilité d'enrichir l'analyse sociale, de la complexifier surtout en s'approchant des interactions sociales au plus proches des individus. Cette possibilité est conditionnée cependant par la taille de l'expérience mais aussi par la richesse des ressources documentaires.

L'ambition ici n'est pas d'exemplifier un cas représentatif, mais de poser des questions générales sur le pouvoir, les structures sociales, les relations économiques mais aussi les interactions culturelles dans un cadre restreint ; il ne s'agit pas non plus de viser une histoire globale ou totale qui singularise le village, mais de multiplier les variables pour y repérer des régularités. À la différence des monographies locales qui les oblitèrent, la microhistoire prend ici pour objet les profondes modifications des sociétés traditionnelles, elle se concentre sur les processus de « fission et de scission », les « ruptures soudaines et brutales » qui refaçonnent « les structures familiales, les règles communautaires, le monde politique, les stratégies économiques et les comportements démographiques » d'un monde que nous nous représentons comme clos, immobile, conservateur.

Plus spectaculaire encore a été l'étude proposée par l'historien allemand Hans Medick, qui a rédigé un imposant ouvrage de plus de 700 pages sur l'histoire d'un village entre 1650 et 1900 : Laichingen<sup>17</sup>. Ici encore le projet est clair, il ne s'agit pas de renseigner dans tous ses détails la généalogie d'une communauté villageoise mais bien d'analyser une société de tisserands sur une longue durée, le tissage étant l'activité économique principale du village.

Son travail s'inscrit dans une série de recherches historiques importantes consacrées à l'histoire de la proto-industrialisation européenne dont Hans Medick et ses collègues du défunt Max Planck Institut für Geschichte à Göttingen ont montré le caractère non linéaire et multiforme. Son travail ici aussi repose sur une documentation abondante, des traitements statistiques sophistiqués, la reconstitution des généalogies familiales et l'étude d'un corpus important d'archives notariales. La visée n'est pas non plus monographique, H. Medick veut comprendre les processus fins d'une activité artisanale à domicile dans un milieu rural qui a pu se développer, conquérir des marchés internationaux et se maintenir jusqu'au début du XX<sup>e</sup> siècle. L'histoire économique, politique et sociale de la protoindustrialisation à Laichingen est systématiquement exploitée et le

<sup>17</sup> Hans Medick, *Weben und Überleben in Laichingen 1650-1900?: Lokalgeschichte als allgemeine Geschichte*, Göttingen: Vandenhoeck & Ruprecht, 1996.

rôle de l'activité agricole est souligné comme facteur de stabilisation dans le développement industriel. Suit une enquête démographique sur près de trois siècles qui permet à H. Medick d'inscrire les mouvements économiques dans le cadre des transformations de la population du village. La place importante de l'habillement dans les inventaires notariaux a ouvert la voie d'une « culture de considération » saisie entre les différentes couches sociales de la population laquelle vers le mitan du XVIII<sup>e</sup>, en opérant une « libération visible » a poussé à la transgression des usages vestimentaires. L'étude des inventaires révèle enfin de manière spectaculaire la présence des livres et de la lecture, notamment du livre religieux et du piétisme dans tous les milieux sociaux du village.

Pas plus que celles de G. Levi, les enquêtes de H. Medick ne visent à documenter l'histoire locale dans ses particularités mais c'est l'inverse, ce sont les particularités locales de Laichingen et son insertion dans des contextes plus larges qui lui ont permis d'interroger un processus historique plus général : la protoindustrialisation et la part de l'économique, du social et du culturel à l'œuvre. Laichingen a été choisi parce que le village était une variante intéressante de la problématique proto-industrielle. Le choix de l'échelle locale accréditait l'abandon du primat de l'analyse économique au profit d'un examen plus systématique de l'ensemble des régulations sociales et culturelles de la société villageoise, passant d'une interrogation macro-historique à une analyse micro-historique du quotidien et du vécu. Ce qui est devenu décisif dans la perception de la société locale, ce sont les interactions dynamiques entre les catégories sociales ainsi que les processus de reconfiguration permanents à l'œuvre.

L'entreprise des historiens allemands<sup>18</sup> rencontrait ainsi certaines des préoccupations de l'*Alltagsgeschichte*, de l'anthropologie sociale anglosaxonne et de la microhistoire italienne. Ici le retour sur le local et la démarche microhistorique ont consisté en une mise à l'épreuve des catégories sociales et économiques macro-historiques.

Le dernier exemple – *Le village des cannibales* – est français et concerne le XIX<sup>e</sup> siècle<sup>19</sup>. Le contexte du livre est ici encore un village : Hautefaye en Dordogne. Le propos du livre part d'un « fait divers : un jeune noble est supplicié pendant deux heures et brûlé vif par une foule en délire pour avoir crié « Vive la République ! », le 16 août 1870. Le drame de Hautefaye est une occasion pour Alain Corbin d'analyser l'évolution des sensibilités et de l'imaginaire collectif de la paysannerie française dans un moment particulier, 1870 à l'annonce des premières défaites face à la Prusse. A. Corbin conduit son enquête en étudiant l'histoire des conflits locaux, des passions et des haines qui ont

18 Jürgen Schlumbohm (éd.), *Mikrogeschichte, Makrogeschichte, komplementär oder inkommensurabel?*, Göttingen : Wallstein Verlag, 1998.

19 Alain Corbin, *Le village des cannibales*, Paris : Aubier-Montaigne, 1990.

traversé les communautés rurales du Périgord en prêtant une attention particulière aux rumeurs. Ici le « fait divers » est inscrit dans le maillage de sensibilités populaires qui réactualisent des formes de violence et de cruautés étranges, indicibles, insupportables. L'étude quasi policière que mène A. Corbin sur les origines géographiques et sociales des « acteurs » du drame, les modalités du supplice, le cadre festif (coïncidence de la foire et de la fête nationale du 15 août) révèle un événement qui tient moins à son caractère paroxystique qu'à sa capacité de réactiver des sentiments politiques de la paysannerie. L'acte par son caractère sauvage devient un révélateur des craintes paysannes face à la menace de guerre, au péril révolutionnaire, au devenir de l'empereur, mais il est aussi un geste de réassurance identitaire.

Ici encore l'ancrage local et la méthode micro-historique sont des éléments d'un dispositif quasi expérimental très éloigné de la démarche habituelle de l'histoire locale.

Ces trois ouvrages, à dessein, ne sont pas représentatifs d'un courant historiographique qui n'a pas été véritablement une « école » mais plutôt un moment pendant lequel ont convergé des critiques d'un modèle historiographique dominant qui a donné lieu à des interrogations mais aussi des expérimentations, qui sans se recouper ni nécessairement converger retrouvaient des problématiques partagées<sup>20</sup>. Une critique des théories de la modernisation (État, urbanisation, industrialisation) et une certaine audace méthodologique misant sur l'étude de cas pour mettre à l'épreuve des modèles globalisants de l'interprétation historique. L'étude de cas n'est pas ici une fin en soi, il ne s'agit pas de valoriser les individualismes ou les particularismes, mais de construire l'échelle adéquate qui ouvre à une plus grande intelligibilité de la complexité. Et c'est parce que les microhistoriens refusent de postuler le primat de la cohérence structurelle ou la représentativité de l'homme moyen qu'ils ont pris le parti qui est aussi un pari du détour par l'exceptionnel et le banal en même temps. En ce sens-là, la microhistoire et les différentes formes de micro-analyses se sont développées de manière concomitante au cœur même des enjeux théoriques de l'histoire savante au risque d'en subvertir certains des présupposés les plus ancrés.

« Histoire au ras du sol »<sup>21</sup>, la microhistoire s'est définie à l'encontre du projet d'« une histoire vue d'en bas » qui se propose de reconstituer une « histoire du vécu » tel qu'a pu le formuler et le développer par exemple la *local history* anglaise et notamment son fondateur,

20 Voir le dossier constitué par Étienne Annheim et Enrico Castelli Gattinara, « Jeux d'échelle. Une histoire internationale », in *Revue de synthèse*, 130, N° 4, 2009.

21 Voir Jacques Revel, « L'histoire au ras du sol », présentation de l'ouvrage de G. Levi, voir aussi Edoardo Grendi, « Repenser la microhistoire », in Jacques Revel (éd.), *Jeux d'échelle. La micro-analyse à l'expérience*, Paris: Gallimard/Seuil, coll. Hautes Études, 1996, pp. 233-243.

W. G. Hoskins, qui lui assura en Angleterre ses lettres de noblesse académiques. Le projet de la *local history* demeure cependant celui de l'analyse d'une communauté inscrite dans une topographie et une singularité historique<sup>22</sup>.

Dans cette perspective, l'historien Peter Jones a proposé une version comparée de *local history*<sup>23</sup>. À partir d'une comparaison de six villages français entre 1760 et 1820, P. Jones s'est proposé d'étudier la « liberté » et la « localité » dans la France révolutionnaire. Son projet visait également à « transcender la monographie villageoise ambiguë ». La perspective rigoureusement comparée à laquelle s'est adonné l'auteur visait à analyser à un degré de rigueur inhabituel le champ de l'histoire sociale et politique. La principale contribution de sa démarche se situe non pas dans la représentativité de ses résultats et ne réside pas non plus dans la découverte d'une structure de vérité sociale (*social truth*) mais dans une meilleure compréhension des raisons historiques des différences et des ressemblances (*sameness*).

Cerner plus précisément les configurations des micro-élites locales, leurs affiliations idéologiques, la politisation soutenue et durable d'une minorité de villageois. Le livre renoue et renouvelle ainsi des démarches déjà anciennes de *La Grande peur* de Georges Lefebvre ou de la *République au village* de Maurice Agulhon.

## CONCLUSION

Au final, la distance qui sépare l'histoire locale et la microhistoire est considérable ; les enjeux et l'inscription historiographique divergent considérablement. La taille et la localité ne sont que des apparences trompeuses et le local dans un cas comme dans l'autre une sorte de référent rhétorique. Le local monographique apparaît plus comme un prétexte à l'invention d'un récit idéalisé et intemporel d'un consensus communautaire harmonieux qui a disparu ; le local de la microhistoire n'est qu'un choix d'échelle à laquelle peuvent être construits et emboîtés des contextes multiples. Le narratif monographique construit sinon invente l'identité alors que le récit de la microhistoire n'est qu'une des stratégies d'écriture possibles pour démultiplier les différences.

<sup>22</sup> Voir notamment W.G. Hoskins, *English Local History: The Past and the Future. An Inaugural Lecture Delivered in the University of Leicester*, Leicester: University Press, 1966; Christopher Dyer, Andrew Hopper, Evelyn Lord, Nigel Tringham (éds), *New Directions in Local History since Hoskins*, Hatfield: University of Hertfordshire Press, 2011.

<sup>23</sup> Peter Jones, *Liberty and Locality in Revolutionary France: Six Villages Compared, 1760-1820*, Cambridge/New York: Cambridge University Press, 2003.